

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 24/12/4.7

SEANCE DU 16 DECEMBRE 2024
L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE 16 DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	5	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Nicole BERNARDINI représentée par Christine DEL NERO
Carine GINZAC représentée par Michel THUILIER
Didier MARTINA-FIESCHI représenté par Dominique RIGHI
Nadine ALESSI représentée par Laetitia QUILICI
Stanislas ROQUEBERT représenté par Michel OLLAGNIER

Secrétaire de séance : Benoît ADET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :	

OBJET : Personnel communal : délibération cadre relative au régime indemnitaire (modification 2/24)

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée que les agents de la commune peuvent, sur décision de l'organe délibérant, percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire.

Par délibération du 28 novembre 2016 n°16/11/4.4, il a été institué un régime indemnitaire cadre.

Il convient de modifier dans cette délibération le régime indemnitaire de la police municipale à compter du 1^{er} janvier 2025.

En effet, le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, publié au JO du 28 juin, institue un nouveau régime indemnitaire pour les agents relevant de la filière police municipale en remplacement de l'existant.

Ce nouveau régime repose sur une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), composée d'une part fixe, et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

La présente délibération vise à déterminer le régime indemnitaire des agents de la commune d'Ollioules conformément à l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale.

Il convient également de rappeler que les dispositions de la présente délibération s'appliquent à l'ensemble des agents titulaires, stagiaires, non titulaires de droit public.

Le régime indemnitaire de la filière police

• Les bénéficiaires

Il est instauré une indemnité spéciale de fonction et d'engagement en deux parts au profit des cadres d'emplois suivants :

- Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale
- Cadre d'emplois des agents de police municipale

• PART FIXE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

CADRES D'EMPLOIS	TAUX INDIVIDUEL MAXIMUM PLAFOND En pourcentage du montant du traitement soumis à retenue pour pension
Chefs de service de police municipale	32%
Agent de police municipale	30%

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé ;
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

Cette prime sera maintenue dans son intégralité en cas de :

- Congés pour maternité, paternité et adoption
- Autorisations d'absences exceptionnelles

Elle sera diminuée en cas de maladie ordinaire, d'accident de service ou de maladie professionnelle, de congé de longue maladie et de longue durée après un délai de carence de 5 jours et ainsi qu'il suit :

- Du 1^{er} au 5^{ème} jour : pas de diminution
- Du 6^{ème} au 30^{ème} jour : diminution de 25%
- Du 31^{ème} au 60^{ème} jour : diminution de 50%
- Au-delà du 60^{ème} jour : diminution de 100%

Le décompte sera opéré sur l'année glissante.

Durant les périodes de préparation au reclassement (PPR), le fonctionnaire n'étant pas affecté sur un poste ou un emploi, permanent ou non permanent, le versement du régime indemnitaire est suspendu.

• **PART VARIABLE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT**

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont appréciés au regard des critères suivants :

- Evaluation annuelle
- Efficacité dans l'emploi et réalisation des objectifs du service
- Le niveau de responsabilité, capacité d'encadrement
- L'animation d'une équipe
- Implication dans le travail
- Prise d'initiative
- Qualité du travail effectué, compétences professionnelles et techniques
- Assiduité
- Réactivité
- Capacité à travailler en équipe / qualités relationnelles

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle

L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

CADRES D'EMPLOIS	MONTANT ANNUEL INDIVIDUEL MAXIMUM PLAFOND En euros
Chefs de service de police municipale	7 000 €
Agent de police municipale	5 000 €

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pourra être versée dans les conditions suivantes :

Un montant de la part variable pourra être versé **mensuellement** dans la limite maximale de 50% du plafond annuel défini par l'organe délibérant, et complété par un versement annuel pour le solde restant.

⇒ L'ISFE mensuelle sera maintenue dans son intégralité en cas de :

- Congés pour maternité, paternité et adoption
- Autorisations d'absences exceptionnelles

⇒ Elle sera diminuée en cas de maladie ordinaire, d'accident de service ou de maladie professionnelle, de congé de longue maladie et de longue durée après un délai de carence de 5 jours et ainsi qu'il suit :

- Du 1^{er} au 5^{ème} jour : pas de diminution
- Du 6^{ème} au 30^{ème} jour : diminution de 25%
- Du 31^{ème} au 60^{ème} jour : diminution de 50%
- Au-delà du 60^{ème} jour : diminution de 100%

Le décompte sera opéré sur l'année glissante.

L'ISFE annuelle (dans le respect des enveloppes budgétaires) versé au mois de novembre de chaque année sera décomposée comme suit :

Ce versement de la part annuelle de l'ISFE sera composé de 2 parts dont le montant cumulé correspond au maximum à l'équivalent de 98 heures supplémentaires :

- Une part dont le montant correspondra à un plafond maximum de 47 heures supplémentaires. Elle sera déterminée suivant les résultats de l'évaluation ou de tout autre document permettant d'évaluer le travail effectué au cours de l'année civile. Seront notamment pris en considération l'investissement, les connaissances de son domaine d'intervention, sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, l'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs et plus généralement le sens du service public.
- Une deuxième part dont le montant correspondra à un plafond maximum de 51 heures supplémentaires. Elle sera déterminée suivant le présentisme de l'agent entre le 1^{er} octobre de l'année N-1 au 30 septembre de l'année N. Cette part sera réduite de la manière suivante :
 - de 1 à 3 jours d'absence : 33 heures supplémentaires
 - de 4 à 8 jours d'absence : 25 heures supplémentaires
 - de 9 à 15 jours d'absence : 15 heures supplémentaires
 - à partir du 16^{ème} jours d'absence : 0 heure supplémentaire

Durant les périodes de préparation au reclassement (PPR), le fonctionnaire n'étant pas affecté sur un poste ou un emploi, permanent ou non permanent, le versement du régime indemnitaire est suspendu.

L'ASSEMBLEE,

Vu le code général des Collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prise notamment dans ses articles 87,88, 111 et 136,

Vu le code général des collectivités territoriales pris dans ses articles R1617-1 et R1617-5-2 relatifs à l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes,

Vu le décret n°76-208 du 24 février 1976 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration spéciale pour travail intensif,

Vu le décret n°86-252 du 20 février 1986 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaires pour élections (IFCE),

Vu le décret n°88-631 du 06 mai 1988 modifié relatif à la prime de responsabilités des emplois administratifs de direction,

Vu le décret n°89-259 du 24 avril 1989 modifié relatif à la prime spéciale d'installation,

Vu le décret n°91-875 du 06 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 modifié relatif au régime indemnitaire de certains personnels paramédicaux civils du ministère de la défense,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS),

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité (IAT),

Vu le décret n°2002-147 du 07 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

Vu le décret n°2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires modifié (IHTS),

Vu le décret n°2002-1443 du 09 décembre 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires (IFRSTS),

Vu le décret n°2003-363 du 15 avril 2003 relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

Vu les décrets n°2003-799 du 25 août 2003, 2010-854 du 23 juillet 2010 et n°2012-1494 du 27 décembre 2012 relatifs à l'indemnité spécifique de service (ISS),

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 modifiant le régime indemnitaire des agents de police municipale,

Vu l'arrêté du 23 août 2003 modifié fixant les taux de l'ISS,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2009 modifié fixant les montants de référence de la PSR,

Vu les arrêtés des 20 mai et 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux et des ATSEM,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratives des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux et pour les éducateurs des APS,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents de maîtrise et adjoints techniques,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la délibération du 17 décembre 1981 portant création d'une prime de fin d'année,

Vu la délibération n°23.4 du 16 décembre 1991 relative à la prime de technicité et prime spéciale des personnels techniques,

Vu la délibération n°5 du 05 mars 1992 relative au régime indemnitaire des personnels relevant de la filière administrative,

Vu la délibération n°4.2 du 29 mars 1993 relative au régime indemnitaire des filières culturelle, sportive et médico-sociale,

Vu la délibération n°06/02/4.4 du 27 février 2006 relative à la mise en place du dispositif des astreintes, interventions et permanences,

Vu la délibération n°08/10/4.5 du 27 octobre 2008 relative aux conséquences de l'éloignement temporaire du service sur le régime indemnitaire des agents,

Vu la délibération n°08/10/4.4 du 27 octobre 2008 instaurant une nouvelle échelle de notation ;

Vu la délibération n°16/11/4.3 du 28 novembre 2016 valant mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour le cadre d'emplois de catégorie A des attachés territoriaux percevant la prime de fonction et de résultats,

Vu la délibération n°16/11/4.4 du 28 novembre 2016 valant délibération cadre relative au régime indemnitaire applicable aux agents de la commune, modifiée par délibération 19/03/4.7 du 25 mars 2019,

Vu la délibération n°16/11/4.4 du 28 novembre 2016 valant délibération cadre relative au régime indemnitaire applicable aux agents de la commune, modifiée par délibération 20/09/4.10 du 25 septembre 2020,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 02 octobre 2024,

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver le présent régime indemnitaire applicable aux agents de la commune d'Ollioules,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ABROGE la délibération n°24/04/4.5 du 08 avril 2024 valant délibération cadre du régime indemnitaire applicable aux agents de la commune.
2. APPROUVE le régime indemnitaire applicable aux agents de la police municipale de la commune d'Ollioules tel que décrit ci-dessus.
3. DIT que les montants de ces primes et indemnités seront revalorisés lorsque les textes réglementaires le prévoiront ou en fonction de la publication officielle de nouveaux montants.
4. INSCRIT les dépenses inhérentes à la présente délibération sur le budget de la commune d'Ollioules comptes « charges de personnel 012 ».

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**